

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/62/Add.2

24 février 2000

(00-0690)

Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine

Original: anglais

## ACCESSION DE L'UKRAINE

Réponses aux questions additionnelles posées au sujet de l'Aide-mémoire sur  
la politique en matière de commerce des produits agricoles de l'Ukraine

### Addendum

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat l'information ci-après.

### Question 1

**Veillez indiquer au Groupe de travail où en est la mise en œuvre du programme de transfert d'actions. Dans quelle mesure cette mise en œuvre a-t-elle été réalisée?**

### Réponse

Nous ne sommes pas certains de comprendre la question.

Nous présumons, à juste titre nous l'espérons, qu'il est question de la privatisation des entités agricoles. Comme il est indiqué dans l'Aide-mémoire sur la politique économique pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2001, qui a été adopté par le Conseil des ministres de l'Ukraine, la Banque nationale d'Ukraine et le Fonds monétaire international<sup>1</sup>, 443 usines de transformation des céréales ont déjà été privatisées à plus de 70 pour cent, sur un nombre total de 543. Autrement dit, 100 usines appartiennent toujours à la société d'État à capital-actions Khlib Ukrainy dont le régime de propriété est également en cours de transformation.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> À titre d'information, la Rada suprême (Parlement ukrainien) a adopté une résolution qui indique que la Banque nationale et le Conseil des ministres ont outrepassé leurs pouvoirs en adoptant l'aide-mémoire. La Rada suprême a en outre allégué que ces organismes n'avaient pas le droit d'exécuter bon nombre des obligations stipulées dans l'aide-mémoire. Par conséquent, selon la Rada suprême, la Banque nationale et le Conseil des ministres ont contrevenu à la Constitution de l'Ukraine (article 85), qui stipule qu'elle est la seule entité autorisée à déterminer les orientations fondamentales de la politique étrangère ukrainienne. La Rada suprême a exigé que l'aide-mémoire soit modifié sans délai (voir Résolution n° 565-XIV du 26 mars 1999 de la Rada suprême sur l'Aide-mémoire sur la politique économique pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2001 adopté par le Conseil des ministres et la Banque nationale d'Ukraine). La Rada suprême n'a cependant pas précisé quelles modifications devaient être apportées.

<sup>2</sup> Des renseignements détaillés concernant la privatisation ont été communiqués dans les documents distribués sous les cotes WT/ACC/UKR/72 et WT/ACC/UKR/72/Add.1.

**Question 2**

**Comment les subventions à l'agriculture sont-elles données en Ukraine?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 3**

**Quand sont-elles payées (à la fin de l'année? à la fin de la période des semailles? au début de l'année à titre de crédit ou de prêt)? Dans ce dernier cas, quel est le taux d'intérêt?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 4**

**Quelles banques ukrainiennes (le cas échéant) sont associées au versement des subventions publiques?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 5**

**Quel organisme public ukrainien est chargé de l'octroi des subventions aux régions de l'Ukraine?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 6**

**Quelle organisation publique ukrainienne détermine où les subventions devraient aller?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 7**

**Quel critère est utilisé pour déterminer quelle entreprise devrait être subventionnée?**

Réponse

Voir réponse à la question 9.

**Question 8**

**Y a-t-il un mécanisme qui permette de déterminer si le bénéficiaire désigné a effectivement reçu la subvention?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 9.

**Question 9**

**Comment l'inflation est-elle prise en compte dans les paiements des subventions?**

**Réponse**

Le budget de l'État alloue des fonds au soutien de l'agriculture (un montant de 104 millions de hryvnias a été prévu à cette fin pour 1999). En réalité, à cause d'un déficit budgétaire annuel chronique, aucune subvention à l'agriculture n'est versée en Ukraine. Il n'y a même pas de mécanisme qui permette de verser des subventions. La seule façon dont le gouvernement intervient dans la production agricole est par la distribution d'essence, de lubrifiants, de semences et d'engrais financés à partir des réserves de l'État. Ces fournitures sont distribuées à partir des réserves de l'État et doivent être remboursées. En 1999, 4,7 milliards de hryvnias avaient été budgétés à cette fin. On présente la facture aux agriculteurs en leur demandant de la payer. Il arrive que les exploitations agricoles paient comptant ou en nature quand elles en ont les moyens. Mais la grande majorité d'entre elles (86 pour cent environ) n'ont pas les moyens de payer. En raison du manque de liquidités, elles ne peuvent même pas payer les salaires (plus de 2 milliards de hryvnias en arriérés salariaux), alors elles ne peuvent certainement pas payer les fournitures qu'elles reçoivent du gouvernement. L'État, dans la mesure où elles sont disponibles, continue de distribuer les fournitures pour empêcher que la population ne meure littéralement de faim.

À cause d'un manque total de fonds, lequel est exacerbé par une situation économique généralement mauvaise, les exploitations agricoles ne sont pas en mesure d'acquitter leurs dettes quelles qu'elles soient. Par contre, il n'est pas question de les subventionner. Le gouvernement est soumis à d'importantes contraintes budgétaires. Par conséquent, il ne peut pas offrir de ressources financières à l'agriculture, ni à l'échelon central ni à l'échelon local. Le gouvernement, comme on a pu le voir abondamment, n'est pas en mesure de faire plus que d'accorder les fournitures susmentionnées pour la situation difficile dans laquelle se trouve l'agriculture. Et même pour ces fournitures, il s'attend à être remboursé.

La conjoncture actuelle empêche de doter le secteur agricole d'un système de production efficace. Pour changer le secteur, il faudra le recapitaliser de façon importante, mais cela sera impossible sans une aide massive de l'extérieur.

Les quelque 1 400 exploitations agricoles privées qu'il y aurait en Ukraine sont censées bien fonctionner sans aide quelle qu'elle soit. Le 3 décembre 1999, le Président a pris un décret ordonnant la dissolution des fermes collectives et répartissant les biens entre les agriculteurs. Le décret porte que le processus devra être complété avant la fin de l'an 2000.

### **Question 10**

**Comment l'Ukraine entend-elle faire connaître les mécanismes de soutien qu'elle énumère en détail dans l'aide-mémoire dans ses tableaux sur la MGS?**

#### **Réponse**

Les tableaux sur la MGS ont été communiqués dans le document WT/ACC/SPEC/UKR/1/Add.4.

### **Question 11**

**Quel critère est utilisé pour radier les dettes?**

#### **Réponse**

Selon le Décret n° 651 du 18 juin 1998 du Président sur la radiation et la restructuration des dettes fiscales au 1<sup>er</sup> janvier 1998 des entreprises agricoles et des sucreries assujetties à l'impôt, toutes les entreprises agricoles peuvent demander que soient radiées les amendes qui leur ont été infligées pour paiement d'impôt en retard. Les entreprises ont également le droit de demander une restructuration de leurs dettes fiscales.

Comme il est indiqué dans la réponse à la question 9, la plupart des entreprises agricoles sont très endettées. Elles ne sont pas en mesure de s'acquitter de leurs engagements financiers et leur solvabilité est douteuse. Les radiations s'appliquent aux mauvaises créances dues depuis longtemps. Elles s'appliquent également aux fusions et aux cas de restructuration.

### **Question 12**

**Comment l'inflation est-elle prise en compte dans les calculs de radiation des dettes fiscales?**

#### **Réponse**

L'inflation n'est pas prise en compte dans les calculs de radiation des dettes fiscales.

### **Question 13**

**Quel est cet "impôt expérimental" auquel il est fait allusion dans l'aide-mémoire?**

#### **Réponse**

L'essence de l'impôt expérimental (ou à taux fixe) réside dans la simplification et la transparence des procédures de paiement de l'impôt et des prescriptions en matière de tenue de livres applicables aux entreprises agricoles (c'est-à-dire un paiement fixe au lieu de nombreux impôts, par exemple impôt sur le revenu, cotisations à la sécurité sociale, impôt foncier, etc.).

Deuxièmement, il semble (et la chose s'est déjà confirmée en pratique) que l'utilisation d'un impôt simplifié augmente le montant des impôts perçus malgré que le nouveau taux fixe soit inférieur aux taux des anciens impôts. Autrement dit, il y a une explication simple de l'"impôt expérimental": son but est de simplifier le régime fiscal, ce qui devrait accroître les recettes.

**Question 14**

**Quelles sont exactement les "conditions climatiques et historiques" auxquelles il est fait allusion dans le document WT/ACC/UKR/62/Add.1 et qui exemptent les régions de Starobeshevsky et d'Uzhhorod de la TVA?**

**Réponse**

Tout d'abord, il faut préciser que la Loi n° 25 du 15 janvier 1998 sur l'introduction à titre expérimental de l'impôt agricole à taux fixe n'est pas en vigueur. Une nouvelle loi (la Loi n° 320-XIV du 17 décembre 1998 sur l'impôt agricole à taux fixe) la remplace effectivement.<sup>3</sup> L'impôt agricole à taux fixe, qui est décrit dans la réponse à la question 13, s'applique à l'ensemble du territoire ukrainien. Le but de l'expérience est de déterminer si la nouvelle méthode fonctionne dans toutes les régions du pays. Des régions d'Ukraine ont des pratiques agricoles, des conditions climatiques et des sols complètement différents les uns des autres. Les conditions diffèrent selon les régions, et, dans les régions choisies pour l'expérience, elles diffèrent sensiblement de celles qui existent dans le reste du pays.

Il n'y a pas de raisons climatiques qui expliquent pourquoi les régions de Starobeshevsky et d'Uzhhorod ont été exemptées de la TVA. Ces deux régions ont été choisies au hasard. Au début, la TVA a été incluse dans le champ d'application de l'impôt à taux fixe dans une région et ne l'a pas été dans l'autre. Plus tard, il a été décidé d'exclure la TVA de la liste des impôts visés par l'impôt agricole à taux fixe. Ainsi donc, la Loi n° 320-XIV du 17 décembre 1998 sur l'impôt agricole à taux fixe, qui s'applique en ce moment, prévoit que l'impôt agricole à taux fixe n'inclut pas la TVA.

**Question 15**

**Comment les taux d'imposition ont-ils été calculés (par exemple, pourquoi 79,48 hryvnias ou 338 kg de blé tendre ...)? Veuillez préciser davantage la formule utilisée pour élaborer ces taux d'imposition.**

**Réponse**

L'impôt à taux fixe à payer (ITF) correspond à un pourcentage (K) de la valeur de la terre (VT). La valeur de la terre est déterminée à l'aide d'une procédure spéciale adoptée par le Conseil des ministres. Elle varie selon le terrain et la qualité agricole de la terre. Le taux varie également d'une région à une autre pour la même raison. Comme les terres servant à des fins de production agricole ne sont pas de propriété privée, la raison pour laquelle les procédures susmentionnées ont été utilisées pour calculer la valeur des terres devient évidente.

La formule est la suivante:

$$\text{ITF} = K \times \text{VT}$$

L'impôt à taux fixe peut être payé comptant ou en nature. Aussi, la quantité de blé indiquée dans l'Aide-mémoire sur la politique en matière de commerce des produits agricoles de l'Ukraine (338 kg) correspond à l'impôt à taux fixe à payer si payé en argent.

---

<sup>3</sup> Voir réponses aux questions 13 et 15 pour plus de détails.

### **Question 16**

**L'aide-mémoire indique qu'"Au total, l'Ukraine a utilisé pour 379,2 millions de prêts étrangers ...". Qui a utilisé ces prêts étrangers? Les agriculteurs, les fermes collectives ou les gouvernements régionaux?**

#### **Réponse**

Les prêts étrangers dont il est question dans l'aide-mémoire ont été accordés à diverses sociétés ukrainiennes et ont été garantis par le gouvernement. Les sociétés fournissaient aux entreprises agricoles des produits (machines, engrais, etc.) achetés avec les fonds qu'elles avaient empruntés par l'intermédiaire des banques.

### **Question 17**

**À combien s'élève l'assistance accordée aux fermes avicoles et aux fermes porcines?**

#### **Réponse**

L'utilisation du terme "assistance" n'est pas claire.

Si elle s'entend des subventions directes (fourniture de fonds, de marchandises ou de services sans frais, etc.), alors la réponse est que ce genre d'assistance n'existe pas.

### **Question 18**

**Quelles sont les modalités des prêts? Quand et comment les prêts doivent-ils être remboursés?**

#### **Réponse**

Les prêts étaient remboursables au moyen des profits de la vente des produits avicoles et des produits porcins. Il n'y avait pas de dispositions se rapportant expressément aux méthodes et aux conditions de paiement. L'intérêt n'était spécifié dans aucun des montages financiers. Des enregistrements des paiements ne sont pas disponibles.

La situation des fermes avicoles et des fermes porcines était devenue grave en 1997. Pour ne pas que ces fermes cessent complètement leurs activités, le Conseil des ministres a décidé, le 29 décembre 1997, de consentir à quelque 410 fermes choisies par le Ministère du secteur agro-industriel et les gouvernements régionaux locaux, des prêts totalisant 30 millions de dollars EU environ. Ces prêts devaient être remboursés avant le 1<sup>er</sup> décembre 1998. Il n'y avait pas de critères spécifiques pour les prêts. Ceux-ci étaient accordés simplement pour prévenir une insolvabilité massive qui pourrait détériorer encore davantage les conditions de vie de la population rurale. Les prêts n'ont eu aucun effet sur la population et n'ont pu empêcher les stocks existants de volaille et de porcs de diminuer encore.

### **Question 19**

**L'Ukraine peut-elle préciser quelles mesures législatives auxquelles il est fait allusion dans l'aide-mémoire ont effectivement été mises en œuvre et lesquelles ne l'ont pas été?**

## Réponse

Les textes législatifs et réglementaires suivants sont en vigueur:

- Code de la propriété foncière modifié par la Loi n° 2196-XII du 13 mars 1992 modifiant et complétant le Code de la propriété foncière de l'Ukraine;
- Résolution n° 2200-XII du 13 mars 1992 de la Rada suprême sur l'accélération de la réforme foncière et de la privatisation des terres;
- Loi n° 697-12 du 7 février 1991 sur la propriété;
- Loi n° 2073-12 du 30 janvier 1992 sur les types de propriété foncière;
- Résolution n° 15 du 26 décembre 1992 du Conseil des ministres sur la privatisation des parcelles de terre;
- Décret n° 666 du 10 novembre 1994 du Président de l'Ukraine sur les mesures urgentes concernant l'accélération de la réforme foncière dans le domaine de la production agricole;
- Loi n° 290-96 du 10 juillet 1996 sur les particularités de la privatisation dans le secteur agro-industriel, dans sa forme modifiée;
- Loi n° 2163 du 4 mars 1992 sur la privatisation des biens de l'État;
- Décret n° 26-92 du 31 décembre 1992 du Conseil des ministres sur la liste des biens des entreprises d'État, des organisations et de leurs unités structurelles de production dont la privatisation ou la location n'est pas autorisée (avec des modifications substantielles);
- Résolution n° 542/96-VR du 22 novembre 1996 de la Rada suprême portant modification de la liste des biens non privatisables en raison de leur importance pour l'ensemble du pays;
- Loi n° 537/97-VR du 23 septembre 1997 portant modification de la liste des biens des entreprises d'État, des organisations et de leurs unités structurelles de production dont la privatisation n'est pas autorisée;
- Résolution n° 1218 du 5 novembre 1997 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur l'accélération de la privatisation des entreprises du secteur de l'approvisionnement en céréales;
- Loi n° 320-XIV du 17 décembre 1998 sur l'impôt agricole à taux fixe;
- Résolution n° 1000 du 22 août 1996 du Conseil des ministres sur l'établissement de la société d'État à capital-actions Khlib Ukrainy;
- Décision n° 14 du 23 mai 1997 du Conseil des ministres de l'Ukraine établissant un protocole;
- Décret n° 215 du 23 mars 1998 du Président de l'Ukraine sur les mesures de soutien de la production agricole;
- Loi n° 770 du 29 décembre 1997;
- Résolution n° 84 du 24 janvier 1998 du Conseil des ministres de l'Ukraine modifiant et complétant la Résolution n° 977 du 3 septembre 1997 du Conseil des ministres de l'Ukraine;
- Loi n° 168 du 3 avril 1997 sur la taxe à la valeur ajoutée, dans sa forme modifiée<sup>4</sup>;
- Résolution n° 1026 du 6 juillet 1997 du Conseil des ministres sur l'établissement du Comité interdépartemental sur la réglementation du marché des produits alimentaires, des prix et du revenu des producteurs agricoles, dans sa forme modifiée;
- Décret n° 389 du 29 avril 1998 du Président de l'Ukraine sur les grandes orientations du développement du secteur agro-industriel ukrainien;
- Résolution n° 922 du 16 juin 1998 du Conseil des ministres sur les particularités de la remise en état (assainissement) des entreprises du secteur agro-industriel, dans sa

---

<sup>4</sup> Au cours de la période de trois ans (soit entre 1997 et 1999), cette loi a été modifiée 34 fois.

- forme modifiée par la Résolution n° 996 du 9 juin 1999 du Conseil des ministres modifiant certaines résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine;
- Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures, dans sa forme modifiée;
  - Loi n° 468 du 17 juillet 1997 sur la réglementation des importations de produits agricoles, telle qu'elle a été modifiée;
  - Loi n° 321 du 16 janvier 1998 portant modification de la Loi sur la réglementation des importations de produits agricoles;
  - Loi n° 198 du 5 mars 1998 portant modification de l'article 7 de la Loi sur la réglementation des importations de produits agricoles;
  - Résolution n° 1215 du 3 août 1998 du Conseil des ministres portant modification des taux des droits à l'importation applicables à certains types de machines agricoles et aux équipements s'y rapportant;
  - Loi n° 180 du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation applicables au bétail sur pied et aux peaux brutes;
  - Résolution n° 892 du 16 juin 1998 du Conseil des ministres sur le mécanisme de réglementation des approvisionnements en sucre de canne en 1998;
  - Loi n° 481 du 19 décembre 1995 sur la réglementation de la production et du commerce de l'alcool éthylique, des cognacs et spiritueux à base de fruits, des boissons alcooliques et des produits du tabac, dans sa forme modifiée<sup>5</sup>;
  - Résolution n° 482/95 du 19 décembre 1995 de la Rada suprême sur la procédure d'adoption de la Loi sur la réglementation de la production et du commerce de l'alcool éthylique, des cognacs et spiritueux à base de fruits, des boissons alcooliques et des produits du tabac;
  - Résolution n° 353 du 23 mars 1998 du Conseil des ministres sur la limitation temporaire des exportations de peaux brutes utilisées dans les transactions de matières premières avec l'étranger qui prévoient des concessions mutuelles;
  - Loi n° 327 du 15 septembre 1995 sur les transactions de matières premières avec l'étranger qui prévoient des concessions mutuelles, dans sa forme modifiée par la Loi n° 958-XIV du 15 juillet 1998 modifiant et complétant la Loi sur les transactions de matières premières avec l'étranger qui prévoient des concessions mutuelles (plus particulièrement sur les produits pétroliers vendus sur le marché ukrainien);
  - Loi n° 1251-XII du 25 juin 1991 sur le régime d'imposition.<sup>6</sup>

Les textes législatifs et réglementaires suivants ne sont pas en vigueur:

- Décret n° 51-93 du 17 mai 1993 du Conseil des ministres sur les particularités de la privatisation dans le secteur agro-industriel;
- Résolution n° 452 du 13 mai 1997 du Conseil des ministres;
- Décret n° 652 du 18 juin 1998 du Président de l'Ukraine sur l'impôt agricole à taux fixe;
- Décret n° 870 du 10 août 1998 du Président de l'Ukraine sur les mesures de soutien des producteurs agricoles des régions montagneuses et sylvicoles;
- Résolution n° 145 du 26 février 1998 du Conseil des ministres sur la procédure de calcul et de versement des subventions accordées aux producteurs agricoles pour le lait et les animaux destinés à l'abattage vendus par ces producteurs aux entreprises de transformation;

---

<sup>5</sup> Cette loi a été modifiée deux fois (en 1996).

<sup>6</sup> Cette loi est en vigueur, mais son texte a été modifié à maintes reprises et elle diffère maintenant totalement de ce qu'elle était au moment où elle a été adoptée la première fois.



- Résolution n° 1096 du 15 juillet 1998 du Conseil des ministres modifiant et complétant la Résolution n° 145 du 16 février 1998 du Conseil des ministres;
- Résolution n° 754 du 28 mai 1998 du Conseil des ministres sur l'établissement de la durée d'application des droits d'importation saisonniers applicables aux produits agricoles en 1998;
- Décret n° 444 du 8 mai 1998 du Président sur la procédure d'importation en Ukraine de certains types d'huiles en 1998;
- Résolution n° 443 du 6 avril 1998 (1<sup>er</sup> mars 1999) du Conseil des ministres sur les contingents et les licences d'exportation de sucre blanc qui sera fourni à la Fédération de Russie en 1998 et qui sera exempté de droits d'importation;
- Loi n° 313 du 11 juillet 1996 sur les taux des droits d'accise et des droits d'importation applicables à certains produits (produits agricoles), telle qu'elle a été modifiée<sup>7</sup>;
- Résolution n° 1145 du 28 juillet 1998 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur la liste des importations indispensables;
- Résolution n° 1106 du 10 octobre 1997 du Conseil des ministres sur la liste des importations indispensables non assujetties à la taxe à la valeur ajoutée.

Les textes législatifs et réglementaires suivants sont remplacés par la Résolution n° 1080 du 18 juin 1999 du Conseil des ministres sur la liste des importations indispensables:

- Résolution n° 1552 du 29 septembre 1998 du Conseil des ministres de l'Ukraine portant modification de la Résolution n° 1200 du 3 août 1998 du Conseil des ministres de l'Ukraine;
- Résolution n° 1200 du 3 août 1998 du Conseil des ministres sur les taux des droits d'accise applicables à certains produits et à certains produits agricoles;
- Décret n° 1616 du 12 octobre 1998 du Président de l'Ukraine sur les taux des droits d'accise applicables à l'alcool éthylique utilisé par les producteurs nationaux pour produire des préparations médicamenteuses.

Les textes législatifs et réglementaires suivants ne sont pas en vigueur:

- Loi n° 25 du 15 janvier 1998 sur l'introduction à titre expérimental de l'impôt agricole à taux fixe;
- Résolution n° 977 du 3 septembre 1997 du Conseil des ministres sur les conditions d'approvisionnement des entreprises agricoles en ressources minérales en 1998;
- Résolution n° 161 du 27 juillet 1998 du Conseil des ministres sur le mécanisme d'approvisionnement du secteur agro-industriel en pétrole et lubrifiants;
- Résolution n° 1474 du 29 décembre 1997 du Conseil des ministres sur la résolution de la situation de crise observée dans le secteur de l'élevage du bétail et de l'aviculture et la stabilisation du développement de l'industrie;
- Décret n° 614 du 11 juin 1998 du Président sur les mesures de soutien des prix et du revenu des producteurs agricoles.

## **Question 20**

**Les prix sont-ils "soutenus"?**

---

<sup>7</sup> Cette loi a été modifiée six fois entre 1997 et 1999.

Réponse

Voir réponse à la question 24.

**Question 21**

**Dans l'affirmative, comment les prix sont-ils soutenus?**

Réponse

Voir réponse à la question 24.

**Question 22**

**Quel organisme public gère le mécanisme de soutien des prix du pays?**

Réponse

Voir réponse à la question 24.

**Question 23**

**D'après quels critères la décision de soutenir les prix est-elle prise?**

Réponse

Voir réponse globale à la question 24.

**Question 24**

**Veuillez indiquer les textes législatifs pertinents qui énoncent ces critères.**

Réponse

Aucun mécanisme n'a été élaboré pour mettre en œuvre le Décret n° 614 du 11 juin 1998 du Président de l'Ukraine sur les mesures de soutien des prix et du revenu des producteurs agricoles (qui, en fait, était un plan d'action cadre) et le Décret n'est plus en vigueur (voir réponse à la question 19).

Il n'y a pas de fonds disponibles pour introduire quelque mesure de soutien des prix que ce soit. Quoi qu'il en soit, le décret stipule expressément que toutes les mesures, s'il y en a qui sont introduites, doivent être conformes aux obligations contractées par l'Ukraine au titre des traités internationaux auxquels elle est partie.

**Question 25**

**L'Ukraine pourrait-elle expliquer pourquoi les mesures décrites dans la section 2 d) de l'aide-mémoire sont nécessaires?**

Réponse

Voir réponse à la question 27.

**Question 26**

**Combien de ressources financières seront allouées à l'établissement d'une infrastructure pour le développement d'un marché des produits agricoles?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 27.

**Question 27**

**Veillez donner plus de précisions sur le Fonds de soutien des prix et du revenu.**

**Réponse**

Ces mesures ont été introduites pour stimuler le développement du secteur agro-industriel ukrainien. Tout comme les autres tentatives de réformes, l'effort de financement susmentionné n'a abouti à rien de plus qu'à un plan d'action cadre. Ces plans n'ont jamais été mis en œuvre faute d'argent. Quoi qu'il en soit, tout le programme de financement semble assez discutable. Comme il n'est pas en vigueur, une analyse de son caractère et de son contenu serait toute théorique.

Le Fonds de soutien des prix et du revenu n'a pas été créé.

**Question 28**

**Veillez donner au sujet de la Loi sur la réglementation par l'État de l'importation de produits agricoles plus de détails que ceux qui sont donnés dans le document WT/ACC/UKR/62/Add.1. Pourquoi des taux préférentiels s'appliquent-ils aux machines?**

**Réponse**

Les taux préférentiels applicables aux machines ne sont pas inclus dans la Loi n° 468 du 17 juillet 1997 sur la réglementation par l'État de l'importation de produits agricoles. Les taux élevés imposés sur les machines agricoles jusqu'en août 1998 faisaient augmenter les prix des produits agricoles. À cause d'eux, les prix des machines étaient aussi trop élevés pour que les entreprises du secteur agricole ukrainien puissent se permettre d'acheter ces machines. C'est pourquoi les taux ont été abaissés considérablement (jusqu'à 0,2 pour cent).

**Question 29**

**Veillez indiquer les produits qui seront frappés d'un taux de droit d'importation plus élevé par suite de la Résolution n° 98/99 sur les mesures visant à protéger le marché intérieur contre les produits et les produits alimentaires importés.**

**Réponse**

Voir réponse à la question 30.

**Question 30**

**Sur quoi repose la décision d'accroître les taux sur certains produits et pas sur d'autres?**

**Réponse**

La Directive n° 98/99-RP du 17 mai 1999 du Président sur les mesures visant à protéger le marché intérieur contre les produits et les produits alimentaires importés (désignée la Résolution n° 98/99 sur les mesures visant à protéger le marché intérieur contre les produits et les produits alimentaires importés dans la question 29 ci-dessus) est un plan d'action cadre. Elle n'a pas été mise en œuvre et il n'y a pas de texte réglementaire qui s'y rapporte.

**Question 31**

**Quel organisme public est chargé de recueillir les données statistiques sur les importations de produits agricoles?**

**Réponse**

Le Comité des douanes est chargé de recueillir les données statistiques sur les importations de produits agricoles.

**Question 32**

**Quel organisme public a décidé de recommander que les droits de douane applicables à certains produits en particulier soient augmentés?**

**Réponse**

Ce peut être n'importe quel organisme exécutif dont le mandat englobe les échanges commerciaux de produits et la politique tarifaire se rapportant à ces produits. Dans le cas des produits agricoles, le Ministère du secteur agro-industriel, le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce et le Ministère de l'économie peuvent recommander des mesures à l'importation. Mais la décision finale revient toujours au Parlement (dans le cas des produits agricoles) ou au Conseil des ministres (dans d'autres cas).

**Question 33**

**Nous ne savons pas pourquoi la Loi ukrainienne n° 180 du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation a cessé d'être en vigueur. Veuillez indiquer quel texte législatif a annulé la Loi n° 180.**

**Réponse**

L'Aide-mémoire sur la politique économique pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2001, qui a été adopté par le Conseil des ministres de l'Ukraine, la Banque nationale d'Ukraine et le Fonds monétaire international, stipulait que l'Ukraine abroge (article 19 de l'aide-mémoire) la Loi ukrainienne n° 180/96 du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation applicables au bétail sur pied et aux peaux brutes (désignée ci-dessus la Loi ukrainienne n° 180 du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation) avant le 15 novembre 1998. Malheureusement, cette obligation n'a pas encore été satisfaite. Une décision sur cette question doit être prise. Elle devrait l'être incessamment.

**Question 34**

**Veillez donner plus de précisions sur les "intérêts et les objectifs nationaux" auxquels il est fait allusion dans le document WT/ACC/UKR/62/Add.1.**

**Réponse**

Les intérêts et les objectifs nationaux incluent un équilibre entre les produits agricoles importés et les produits agricoles nationaux. Étant donné la situation économique difficile dans laquelle se trouve le secteur agricole ukrainien, il est très important de préserver cet équilibre simplement pour maintenir le secteur en vie. Le maintien de cet équilibre comporte le recours à des méthodes artificielles comme celle des contingents temporaires.

Le secteur agricole ukrainien est en ce moment dans une situation précaire. Il est complètement décapitalisé. Une nouvelle contraction du marché pourrait sonner le glas pour lui. Les producteurs nationaux connaissent des temps très difficiles et devraient être protégés contre des importations massives de produits étrangers similaires. Quand le secteur agricole se sera stabilisé, toutes les mesures de soutien (même les mesures cadres) seront éliminées.

**Question 35**

**Il faudrait également plus de détails sur la formule utilisée pour calculer les "proportions entre les produits agricoles importés et nationaux" (voir document WT/ACC/UKR/62/Add.1) parce que nous ne sommes pas certains de ce que l'Ukraine veut dire à cet égard.**

**Réponse**

Ces proportions sont calculées à l'aide d'une comparaison des importations et des volumes de consommation et de production des produits nationaux correspondants et de projections des indices pertinents sur une période de temps donnée.

**Question 36**

**Pourquoi de nouveaux contingents ont-ils été introduits?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 39.

**Question 37**

**Quand le régime de contingentement sera-t-il éliminé?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 39.

**Question 38**

**En ce qui concerne le processus d'enchères, qui peut soumissionner? Il n'est pas clair si le traitement national est appliqué dans ce processus. Est-ce le cas? Dans la négative, pourquoi?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 39.

**Question 39**

**L'aide-mémoire indique que le Ministère de l'agriculture n'a pas vendu ni mis aux enchères des contingents. Qu'a-t-il fait à la place? Comment le système est-il administré?**

**Réponse**

Entre 1991 et 1999, aucun contingent n'a été appliqué à quelque type de produits importés que ce soit. Un mécanisme visant l'introduction de contingents a été adopté, mais il n'a jamais été utilisé. Aucune enchère, ni aucun autre moyen d'octroi de licences n'a été utilisé. En fait, il n'y a jamais eu lieu d'imposer de contingents.

L'élaboration d'un calendrier fixe pour l'abrogation de la législation ukrainienne pertinente est en cours. Concernant les procédures d'enchères, il faut mentionner que tout sujet (toute personne) peut participer à une enchère quand il y en a une.

**Question 40**

**Veuillez expliquer pourquoi les restrictions quantitatives ont été introduites.**

**Réponse**

Les restrictions quantitatives sont introduites pour mettre en œuvre les accords internationaux pertinents (par exemple les contingents imposés par la Russie sur le sucre blanc ukrainien) ou pour contrebalancer la production insuffisante de certains produits en particulier.

**Question 41**

**Quel organisme public est chargé de la mise en œuvre de ces restrictions?**

**Réponse**

Le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce et/ou tout autre ministère désigné par le Conseil des ministres est chargé de l'administration des restrictions quantitatives.

Le Comité des douanes est chargé de recueillir l'information sur le volume des contingents utilisé.

**Question 42**

**Quand ceux-ci seront-ils éliminés?**

**Réponse**

Voir réponse à la question 40.

---